

Hommage à Bronisław GEREMEK

Bronisław GEREMEK (1932-2008), député européen (ALDE), mais également historien et militant courageux des libertés, nous faisait l'honneur de sa présence aux Etats Généraux de l'Europe le 21 juin 2008. La terrible nouvelle de la disparition de ce grand Européen le 13 juillet 2008 nous a profondément attristés. Nous reproduisons ici l'intégralité de ses propos lors de la plénière d'ouverture des Etats Généraux de l'Europe 2008.

« Mesdames et Messieurs,

D'abord un mot sur un pays d'où je viens : le pays célèbre pour ses plombiers. La Pologne est un pays et un peuple très européen. Les sondages d'opinion publique le prouvent. Le référendum d'accession en Pologne avant l'entrée en 2003 a obtenu 56% de participation et plus de 75% de oui à l'Union européenne. Et ce peuple a aussi des moments où il élit des élites qui sont moins européennes que lui, ça arrive aussi.

L'élargissement n'était pas seulement un geste à l'égard de peuples qui ont combattu pour la liberté mais aussi un geste raisonnable, dans l'intérêt européen. L'Europe est plus forte, pourquoi a-t-elle maintenant un sentiment de morosité, de faiblesse ?

En partageant ce sentiment d'urgence, qu'a exprimé le Président Giorgio Napolitano, je voudrais mettre l'accent sur un problème particulier, le problème de la citoyenneté. Pas la citoyenneté comme une chose évidente, mais le *problème de la citoyenneté*. Y a-t-il une citoyenneté européenne si dans le traité, la seule formule qui la définit est que l'on est citoyen européen quand on est citoyen d'un pays membre ? Lorsque l'on disait « citoyen romain », ça voulait dire, des droits nouveaux et des obligations nouvelles. Nous n'avons pas su jusqu'à maintenant définir la citoyenneté dans ces termes-là. Elle apporte un avantage évident, pour moi, mais pas pour la majorité des présents ici : avoir le passeport européen, ça veut dire non seulement la *facilité* de passer les frontières, mais la *possibilité* de passer les frontières. Le passeport était un rêve intouchable, presque impossible à obtenir, pour nous, les gens de l'Est. Le privilège du citoyen européen, pouvoir passer les frontières sans problème, même sans passeport, c'est un privilège immense.

Mais pour les autres, comment traduire la citoyenneté en termes de droits, et d'obligations ensuite ? Il faudrait qu'on trouve à côté d'Erasmus, qui a formé presque un million et demi d'ambassadeurs de l'Union européenne, une autre formule. Comment faire pour que le monde du travail voie aussi les avantages immédiats et directs venant de l'Union européenne ? Il faut y réfléchir, il faudrait qu'on puisse par exemple avoir un fonds européen pour le réapprentissage de métiers, pour un renouvellement de l'éducation, parce qu'il y a les exigences de la globalité, qui vont jusqu'à changer le contexte de notre vie. C'est ce vers quoi l'Union européenne devrait tendre.

Deuxièmement, je voudrais mettre l'accent sur le contenu de la citoyenneté. Quand on dit qu'*on est citoyen*, on pose le problème : d'où venons-nous ? Où sommes-nous ? Où allons-nous ? C'est un problème d'histoire et de mémoire collectives. Nous n'avons pas de mémoire collective, nous avons des mémoires individuelles. La mémoire collective est celle que nous

sommes en train de faire et que nous faisons en premier lieu par l'éducation. C'est pourquoi l'éducation européenne me semble être actuellement le point faible dans la construction européenne. Si nous voulons avoir une communauté politique, une *communauté de citoyens*, il faudrait que l'on ait une conscience commune du destin commun, et d'un projet d'avenir.

Il m'est facile de dire que j'aime l'Europe, parce que c'était pour moi un rêve impossible. Je n'ai jamais pensé que de ma vie je verrais mon pays libre, membre de l'Union européenne, et que je serais moi-même au Parlement européen. Cette partie du rêve doit être le centre même de la formation de l'esprit citoyen. »